



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 2 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRESSE MÉTALLIQUE FORISSIER

rue Ardaillon
BP 04
42 401 Saint-Chamond

Références : UID4243-DSSP-024-0314
Code AIOT : 0006103412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 mars 2024 dans l'établissement TRESSE METALLIQUE FORISSIER implanté rue Ardaillon 42 400 Saint-Chamond. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRESSE METALLIQUE FORISSIER
- rue Ardaillon BP 04 42400 Saint-Chamond
- Code AIOT : 0006103412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation relève du régime de l'enregistrement mais elle bénéficie de régime de l'autorisation par antériorité. Le site emploie 130 personnes avec des horaires de fonctionnement de 5 heures à 21 heures. Le site de Saint-Chamond est spécialisé dans la fabrication de connexions souples en cuivre.

Le site est situé dans une zone urbaine, des habitations collectives et individuelles sont présentes.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 et 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 12 mars 2014, M. DUCHAMP a transmis une plainte concernant les nuisances de la société Tresse Métallique, son habitation est en limite de propriété du site, il s'agit d'une habitation collective. Sur le toit de l'installation, des extracteurs d'air sont installés et nous avons pu constater que l'un d'entre eux était mal isolé et émettait un bruit supérieur aux autres extracteurs. L'exploitant s'est engagé à apporter une action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :</p> <p>(Tableau non reproduit voir JORF du 27 mars 1997).</p> <p>La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixée par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse de bruit transmise le jour de l'inspection est conforme, néanmoins lors de la visite du site sur le toit de l'installation il a été constaté au niveau du compresseur d'un des extracteurs d'air, l'absence d'isolation engendrant ainsi un bruit plus important que celui des autres compresseurs. L'exploitant s'est engagé à mettre en place une action corrective afin d'isoler le compresseur et atténuer le bruit. La personne à l'origine de la plainte était également présente et a approuvé cette solution.</p> <p>Ces extracteurs sont situés sur le toit du bâtiment de la soudeuse.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Étant donné que la source des nuisances sonores est identifiée et provient d'un des extracteurs présent sur le toit, l'exploitant devra proposer une solution afin d'atténuer le bruit émis par ce dernier. Une vérification de l'efficacité de cette action corrective devra être mise en place afin de comparer le niveau de bruit avant et après action corrective.</p>
Proposition de délais : 3 mois